



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2012298-0002**

**signé par Pour le Préfet, le Secrétaire Général  
le 24 Octobre 2012**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction des Collectivités Locales , de l'Utilité Publique et de  
l'Environnement**

accordant le renouvellement, dans un cadre départemental, de l'agrément de protection de l'environnement à l'union départementale pour la sauvegarde de la vie, de la nature et de l'environnement affiliée à france nature environnement sigle: u.d.v.n- f.n.e.13



## PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PRÉFECTURE  
 DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES,  
 DE L'UTILITÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
 BUREAU DE L'UTILITÉ PUBLIQUE, DE LA CONCERTATION ET DE L'ENVIRONNEMENT  
 SECTION RELATIVE À L'ENVIRONNEMENT ET AUX ENQUÊTES PUBLIQUES

**ARRÊTÉ ACCORDANT LE RENOUVELLEMENT,  
 DANS UN CADRE DÉPARTEMENTAL,  
 DE L'AGRÈMENT DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
 À L'UNION DÉPARTEMENTALE POUR LA SAUVEGARDE  
 DE LA VIE, DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
 AFFILIÉE À FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT  
 SIGLE: U.D.V.N-F.N.E.13**

**Le Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur  
 Préfet des Bouches-du-Rhône  
 Chevalier de la Légion d'Honneur  
 Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 141-1, R 141-1, R 141-2, R 141-3, R 141-9, R 141-10, R 141-12, R 141-16, R 141-17, R 141-17-1 et R 141-17-2,

VU l'arrêté du 12 juillet 2011 relatif à la composition du dossier de demande d'agrément au titre de la protection de l'environnement, du dossier de renouvellement de l'agrément et à la liste des documents à fournir annuellement (texte n°14 publié au JORF du 13 juillet 2011),

Vu la circulaire du 14 mai 2012 relative à l'agrément des associations au titre de la protection de l'environnement et à la désignation d'associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable au sein de certaines instances( publiée au Bulletin Officiel du 10 juin 2012 du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie),

Vu la demande complète de Monsieur le Président de l'Union Départementale pour la Sauvegarde de la Vie, de la Nature et de l'Environnement, reçue le 28 juin 2012, en vue d'obtenir le renouvellement de l'agrément de protection de l'environnement pour le département des Bouches-du-Rhône,

Vu les avis simples recueillis au cours de la consultation réglementaire,

.../...

Considérant que les pièces contenues au dossier permettent de vérifier, en l'espèce, au regard de ses statuts, les conditions de recevabilité de l'agrément édictées par l'article R 141-2 du Code de l'Environnement, notamment des garanties administratives suffisantes d'organisation démocratique (fonctionnement régulier des organes internes), d'une gestion financière désintéressée et transparente, enfin d'une réelle représentativité (15 personnes morales représentant 2164 membres adhérents et 3 personnes physiques réparties sur 11 communes du département et trois arrondissements),

Considérant que l'association mène une activité conforme à son objet statutaire et non lucrative, et que dans ce cadre, elle œuvre, principalement, dans de nombreux domaines de l'environnement cités par l'article L 141-1 du Code de l'Environnement, en l'occurrence la protection des espaces naturels et des écosystèmes qui y ont associés, la qualité du cadre de vie, et la lutte contre la pollution et contre les nuisances de toutes origines,

Considérant qu'à cet effet, elle anime un réseau d'associations de protection de l'environnement et organise des formations à leur attention, elle met en place des actions pédagogiques, en milieu scolaire, réservées aux enfants, et des conférences pour les adultes, pour les sensibiliser aux problématiques de l'environnement et les former à l'éco-citoyenneté, elle participe à de grands débats publics sur l'environnement et le développement durable en participant activement aux commissions consultatives administratives officielles et officieuses à l'échelon du département, de la commune ou de l'intercommunalité, elle apporte son expertise sur des projets ou des démarches spécifiques s'inscrivant dans le cadre de l'application des conventions internationales relatives à la protection de la faune et la flore ou dans la mise en œuvre de projets territoriaux communaux de développement durable (agendas 21), et enfin, elle engage des procédures contentieuses devant les juridictions administrative et judiciaire lors de manquements au droit de l'environnement et des conséquences qui en résultent pour la nature et l'homme,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **ARRETE**

**ARTICLE 1er** : L'Union Départementale pour la Sauvegarde de la Vie, de la Nature et de l'Environnement, dont le siège social est situé à Marseille (1er Arrondissement), Cité des Associations, 93, La Canebière, est renouvelé au titre de l'article L 141-1 du Code de l'Environnement, pour le département des Bouches-du-Rhône.

**ARTICLE 2**: Cette décision d'agrément est accordée pour une durée limitée à cinq ans et prendra effet à compter de la date de sa signature; son renouvellement, en application de l'article R 141-17 -2 du Code de l'Environnement, devra être sollicité six mois au moins avant la date à laquelle viendra à expiration sa validité

**ARTICLE 3**: L'association agréée de protection de l'environnement est tenue, conformément à l'article R 141-19 du Code de l'Environnement, d'adresser, chaque année, par acheminement postal ou par voie électronique, au Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, un dossier conforme, en tous points, à l'article 3 de l'arrêté précité, comprenant notamment son rapport moral d'activité, son bilan financier, les comptes de résultat et leurs annexes, s'il y a lieu.

.../...

**ARTICLE 4** : Celle-ci peut s'exposer à l'abrogation de son agrément dans les conditions prévues par l'article R 141-20 du Code de l'Environnement, si elle ne respecte pas l'obligation mentionnée à l'article R 141-19 de ce même code ou si elle ne remplit plus, à l'examen de son dossier, l'une des conditions de recevabilité ayant motivé la délivrance de l'agrément ou encore, si elle exerce son activité statutaire dans un cadre territorial plus limité que celui pour lequel elle est agréée.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,  
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
Le Directeur Départemental Interministériel des Territoires et de la Mer,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cet acte administratif est notifié au Président de l'Association, qui en est bénéficiaire, et adressé aux Greffes des Tribunaux de Grande Instance d'Aix-en-Provence, de Marseille, de Tarascon ainsi qu'aux greffes des Tribunaux d'Instance d'Aix-en-Provence, de Martigues, de Salon-de-Provence, de Marseille, d'Aubagne et de Tarascon.

En outre, il est publié au recueil des actes administratifs de l'État de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

**Fait à Marseille, le 24 Octobre 2012**

**Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général**

**Signé**

**Louis LAUGIER**